

Direction Régionale de
de l'Aménagement et du Logement
Unité Inter-départementale Aude-PO

**Arrêté préfectoral complémentaire n° DREAL-UID11-2020-041
modifiant les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral
n° 2015040-0002 du 12 février 2015 actualisant les prescriptions techniques
applicables au complexe céréalier exploité par le groupe ARTERRIS,
situé sur le territoire de la commune de CASTELNAUDARY au lieu-dit "Loudes"**

La préfète de l'Aude,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code de l'environnement,

VU le décret du 9 octobre 2019 portant nomination de Madame Sophie ELIZEON en qualité de préfète de l'Aude,

VU l'arrêté préfectoral n° 286 du 22 septembre 1978, autorisant la Coopérative Agricole du Lauragais (C.A.L.) à exploiter une unité de semences de maïs et potagères sur la commune de Castelnaudary au lieu-dit "Loudes" ;

VU l'arrêté préfectoral n° 50 du 6 mai 1983 autorisant la C.A.L. à exploiter une unité de semences de maïs et potagères sur la commune de Castelnaudary au lieu-dit "Loudes" ;

VU l'arrêté préfectoral n° 43 du 7 mai 1986 autorisant la C.A.L. à exploiter une unité de stockage de céréales sur le territoire de la commune de Castelnaudary, parcelle 463 E, au lieu-dit "Loudes" ;

VU l'arrêté préfectoral n° 117 du 6 novembre 1986 autorisant la poursuite et l'extension de l'unité de stockage de céréales sur le territoire de la commune de Castelnaudary, au lieu-dit "Loudes" ;

VU l'arrêté préfectoral n° 125 du 21 novembre 1990 autorisant la C.A.L. à exploiter un atelier de traitement de déchets sur le territoire de la commune de Castelnaudary, au lieu-dit "Loudes" ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2001-2016 du 12 juillet 2001 autorisant l'exploitation d'une unité d'extrusion et de floconnage de soja et la poursuite de l'exploitation de l'unité de stockage de céréales sur le territoire de la commune de Castelnaudary, au lieu-dit "Loudes" ;

VU le courrier préfectoral en date du 15 juin 2009 prenant acte du changement d'exploitant au bénéfice du groupe ARTERRIS ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2015040-0002 du 12 février 2015 actualisant les prescriptions techniques applicables au complexe céréalier exploité par le groupe ARTERRIS, situé sur le territoire de la commune de CASTELNAUDARY au lieu-dit "Loudes" ;

VU le courrier préfectoral en date du 12 avril 2016 prenant acte du bénéfice des droits acquis à la date du 6 avril 2016 ;

VU le courrier préfectoral du 15 septembre 2016 prenant acte du déclassement du statut « seveso – seuil bas » du site de Loudes à Castelnaudary vis-à-vis de l'activité de stockage d'engrais visée par la rubrique n° 4702 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le dossier déposé par M. Jean-Pierre PLANCADE, chargé de travaux au sein d'ARTERRIS, pour le compte de la société ARTERRIS dont le siège social est situé à « Loudes » - 11451 CASTELNAUDARY Cedex, ci-après dénommé l'exploitant, par lequel il porte à connaissance une modification des conditions d'exploitation définies par les arrêtés préfectoraux susvisés ;

VU les compléments apportés par ARTERRIS (messages électroniques des 06, 08 et 14/04/2020) ;

VU l'avis du service DDTM 11/Service Eau et Milieu Aquatique par message électronique en date du 18 mars 2020 ;

VU l'avis du SDIS par messagerie électronique du 15 mai 2020 ;

VU le projet d'arrêté préfectoral porté le 26 juin 2020 à la connaissance de l'exploitant pour observations éventuelles ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a déposé un porté à connaissance relatif à une demande de modification des conditions de gestion de son unité de production et stockage de semences, par la modernisation de l'outil de production, par la création d'un nouveau silo de stockage de semences et par l'extension du stockage des semences conditionnées,

CONSIDÉRANT que l'exploitant a démontré l'absence d'effets létaux ou irréversibles à l'extérieur de ses limites de propriété,

CONSIDÉRANT que l'exploitant a démontré la maîtrise d'un éventuel incendie et de sa propagation aux bâtiments voisins,

CONSIDÉRANT que l'exploitant a démontré la compatibilité du rejet des eaux de ruissellement, avec le réseau de collecte communal des eaux pluviales,

CONSIDÉRANT que l'exploitant a démontré l'absence d'élévation des niveaux sonores en limite de propriété,

CONSIDÉRANT que l'exploitant a démontré la maîtrise des émissions atmosphériques générées par la manipulation des semences au sein de son site céréalier,

CONSIDÉRANT que sur la base des éléments du porté à connaissance établi par l'exploitant, les évolutions sollicitées ne génèrent pas de nouveaux risques à l'extérieur du site ou de nouveaux impacts conséquents et ne constituent alors pas une modification substantielle mais nécessitent toutefois des prescriptions complémentaires,

CONSIDÉRANT les évolutions du statut d'autorisation environnementale ainsi que de la nomenclature des installations classées et la mise à profit du présent arrêté pour actualiser la situation du site céréalier d'ARTERRIS à Loudes – Castelnaudary au regard de ces évolutions,

Le pétitionnaire entendu,

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1 Modification de l'arrêté préfectoral n° 2015040-0002 du 12 février 2015

L'arrêté préfectoral n° 2015040-0002 du 12 février 2015 est modifié comme suit :

L'article 1.1.3 est remplacé par :

Article 1.1.3. Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises a enregistrement

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation, notamment :

- l'arrêté ministériel du 11/04/2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- l'arrêté du 26/11/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2160 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

. Arrêté du 22 octobre 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation, notamment :

- l'arrêté du 15/04/10 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n° 1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- l'arrêté ministériel en date du 27 mars 2014 et ses modifications relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement s'appliquent,
- l'arrêté du 3/08/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910,
- l'arrêté du 13/07/98 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4120, 4130, 4140, 4150, 4738, 4739 ou 4740,
- l'arrêté du 23/12/98 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510, 4741 ou 4745,
- l'arrêté du 06/07/06 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 4702.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à autorisation sont applicables aux installations classées soumises à autorisation incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation, notamment :

- l'arrêté du 29/03/04 et ses modifications relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ,

L'article 1.2.1 est remplacé par :

"Article 1.2.1 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations

Rubrique	Alinéa	AS A D DC NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
Nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)									
1435	/	DC	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules.	Une station service avec 2 pompes de distribution de gasoil	Le volume annuel de carburant liquide distribué.	>500 ≤20000	m³/an	733	m³/an
1510	2	E	Entrepôts couverts (stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans des), à l'exception des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant, par ailleurs, de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques.	Halls de stockage des semences de maïs d'une quantité de stockage supérieure à 500 tonnes.	Le volume des entrepôts	≥50000 <300000	m³	Bâtiment gare 171026 m³ Cellule 1 16821 m³ Cellule 2 8693 m³ Cellule 3 31601 m³ Total 228141	m³
1511	3	DC	Entrepôts frigorifiques, à l'exception des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant, par ailleurs, de la présente nomenclature.	Frigos de stockage des semences potagères.	Le volume susceptible d'être stocké	≥5000 <50000	m³	9323	m³
2160	1a	E	Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable dans des silos plats.	Section «stockage céréales» Section «semences» Section «usine aliment du	Le volume total de stockage	>15000	m³	85361	m³

				bétail/extrusion/ floconnage» Les stockages en containers métalliques ne sont pas comptabilisés dans cette rubrique.					
2160	2a	A	Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable dans des installations autres que des silos plats.	Section «stockage céréales» Section «semences» Section «usine aliment du bétail/extrusion/ floconnage» Les stockages en containers métalliques ne sont pas comptabilisés dans cette rubrique.	Le volume total de stockage	>15000	m³	92273	m³
2260	2a	E	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épiluchage, décortication ou séchage par contact direct avec les gaz de combustion des substances végétales et de tous produits organiques naturels, à l'exclusion des installations dont les activités sont réalisées et classées au titre de l'une des rubriques 2101, 2102, 2111, 2140, 2150, 2160, 2170, 2220, 2240, 2250, 2251, 2265, 2311, 2315, 2321, 2330, 2410, 2415, 2420, 2430, 2440, 2445, 2714, 2716, 2718, 2780, 2781, 2782, 2790, 2791, 2794, 3610, 3620, 3642 ou 3660. 2. Pour les activités relevant du séchage par contact direct.	Des séchoirs à céréales	La puissance thermique nominale de l'installation	≥20	MW	35,13	MW
2910	A-2	DC	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes. A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1	1 chaudière vapeur industrielle 2 chaudières de chauffage	La puissance thermique nominale de l'installation	≥1 <20 MW	MW	3,14	MW
3642	2	A	Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus uniquement de matières premières végétales.	Usine de fabrication d'aliment pour bétail	La capacité de production de produits finis	>300	t/j	414	t/j
4140	2	D	Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de l'absence de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes. 2. Substances et mélanges liquides.			≥1 <10	tonne	9	tonne
4510	2	DC	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.			≥20 <100	tonne	68,5	tonne
4702-II	b	DC	Engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium correspondant aux spécifications du règlement européen n° 2003/2003 du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 relatif aux engrais ou à la norme française équivalente NFU 42-001-1.		La quantité totale susceptible d'être présente dans	≥500 <1250	tonne	1150	tonne

			II. – Engrais simples et composés solides à base de nitrate d'ammonium (un engrais composé contient du nitrate d'ammonium avec du phosphate et/ou de la potasse) qui satisfont aux conditions de l'annexe III-2 (*) du règlement européen et dans lesquels la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est : - supérieure a 24,5 % en poids, sauf pour les mélanges d'engrais simples a base de nitrate d'ammonium avec de la dolomie, du calcaire et/ou du carbonate de calcium, dont la pureté est d'au moins 90 % ; - supérieure a 15,75 % en poids pour les mélanges de nitrate d'ammonium et de sulfate d'ammonium ; - supérieure a 28 % en poids pour les mélanges d'engrais simples à base de nitrate d'ammonium avec de la dolomie, du calcaire et/ou du carbonate de calcium, dont la pureté est d'au moins 90 %.		l'installation				
4702-III	/		Engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium correspondant aux spécifications du règlement européen n° 2003/2003 du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 relatif aux engrais ou a la norme française équivalente NFU 42-001-1. III – Mélange d'engrais simples solides à base de nitrate d'ammonium avec de la dolomie, du calcaire et/ou du carbonate de calcium, dont la pureté est d'au moins 90 % et dans lesquels la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est comprise entre 24,5 % et 28 % en poids.				50	tonne	
4702-IV	/	DC	Engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium correspondant aux spécifications du règlement européen n° 2003/2003 du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 relatif aux engrais ou a la norme française équivalente NFU 42-001-1. IV. – Engrais simples et composés solides à base de nitrate d'ammonium ne répondant pas aux critères I, II ou III (engrais simples et engrais composés non susceptibles de subir une décomposition auto-entretenue dans lesquels la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est inférieure a 24,5 %).		La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	≥1250	tonne	2000	tonne
Nomenclature des installations, ouvrages, travaux et aménagements (IOTA)									
2.1.5.0	1°	A	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet.		4 points de rejets : 2 dans le fossé du Canelot et 2 dans le réseau communal aboutissant tous au final dans le ruisseau le Tréboul	> 20	ha	24,9	ha

A (Autorisation) ou AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique) ou E (Enregistrement) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

(*) Annexe III-2 relative à l'essai de détonabilité décrit dans la section 3 (méthode 1, point 3) et la section 4 de l'annexe III du règlement européen n° 2003/2003.

L'article 1.2.4 « Consistance des installations autorisées » est remplacé par :

« ARTICLE 1.2.4 CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISÉES »

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

1° : Des stockages de céréales, grains et autres produits organiques d'une capacité globale de 177634 m³, composés des éléments principaux ci-après :

10 boisseaux de chargement des camions communs aux trois ensembles GSV1 GSV et GSV3 représentant un volume global de 547 m³.

En silos plats, une capacité globale de stockage de 85 561 m³ :

- un ensemble de 7 cellules de 8 et 9 m de haut, dénommées **GSV1 (Grands Silos Ventilés 1)**, en béton armé, ouvertes et placées sous abri, comprenant :
 - . 4 cases **rectangulaires** à fond plat de 6600 m³ chacune,
 - . 2 cases **rectangulaires** à fond plat de 4455 m³ chacune,
 - . 1 case **rectangulaire** à fond plat de 3960 m³,
 - . 1 tour de manutention en béton de 4 étages d'une hauteur de 25 m,
 - . 2 fosses de réception à l'air libre,
 - . 2 boisseaux béton carrés d'expédition dans la tour de manutention ($1 \times 33 \text{ m}^3 + 1 \times 3 \text{ m}^3$).
- un ensemble de 10 cellules de 9 m de haut, dénommées **GSV2 (Grands Silos Ventilés 2)**, en béton armé, ouvertes et placées sous abri, comprenant :
 - . 9 cases **rectangulaires** à fond plat de 4455 m³ chacune,
 - . 1 case **rectangulaire** à fond plat de 2970 m³,
 - . 1 tour de manutention en béton de 4 étages d'une hauteur de 25 m,
 - . 3 fosses de réception à l'air libre,
 - . 2 boisseaux béton d'expédition dans la tour de manutention ($2 \times 33 \text{ m}^3$).
- un ensemble de 6 boisseaux, dénommées Tour Grégoire dans la zone « semences gare », métalliques fermées, comprenant :
 - . 6 boisseaux cylindriques de 47 m³ chacun,
- un ensemble de 2 cellules de 8 m de haut, dénommées **PSV (Petits Silos Ventilés)** dans la zone « UAB – Unité d'Aliment pour Bétail », en béton armé, ouvertes et placées sous abri, comprenant :
 - . 2 cellules carrées à fond plat de 184,32 m³ chacune (réservées à l'exploitation des séchoirs cominor I et II),
 - . 2 fosses de réception à l'air libre (réservées à l'exploitation des séchoirs cominor I et II),
- un ensemble de 33 cellules dénommées « réception de matières premières » dans la zone « UAB – Unité d'Aliment pour Bétail », comprenant :
 - . 3 cellules métalliques cylindriques, fermées de 6 m de diamètre et de 6 m de haut, de 179,07 m³ chacune,
 - . 12 cellules métalliques **carrées**, ouvertes et sous abri de 7,9 m de haut, de 100,8 m³ chacune,
 - . 4 cellules métalliques cylindriques, ouvertes sous abri, de 18 m³,
 - . 3 cellules métalliques cylindriques/carrées, ouvertes sous abri, de 28 m³ chacune,
 - . 3 cellules métalliques cylindriques/carrées, ouvertes sous abri, de 35 m³ chacune,
 - . 3 cellules métalliques rectangulaires, ouvertes sous abri, de 28 m³ chacune,
 - . 3 cellules de stockage avant expédition de 45 m³ chacune,
 - . 1 cellule de 120 m³,
 - . 1 cellule de stockage avant expédition de 200 m³,
- un ensemble de 3 cellules dénommées « réception de matières premières » dans la zone « UAB – Unité d'Aliment pour Bétail », en béton armé, fermées :
 - . 3 cellules, de 4,00 m de diamètre et de 7,5 m de haut, d'une capacité de 32 m³ chacune,
 - . 3 cellules, de 3,50 m de diamètre et de 7,5 m de haut, d'une capacité de 27 m³ chacune.

Chaque ensemble de stockage est lié à minima à :

- . des fosses de réception en vrac sous auvent,
 - . un ensemble de manutention (transporteurs à chaîne ou à bande, des élévateurs),
 - . une tour de manutention,
 - . selon les spécificités, divers équipements tel que trieurs alvéolaires, mélangeuses, tables densimétriques,
 - . un circuit d'aspiration nettoyeurs séparateur,
 - . un circuit d'aspiration centralisé.
- une zone dédiée au stockage des rafles de maïs après égrenage de 300 m³,
. manutention par chouleux.

En silos verticaux, une capacité globale de stockage de 92 273 m³ :

- un ensemble de 16 cellules, dénommées **GSV3 (Grands Silos Ventilés 3)**, en béton armé, ouvertes et placées sous abri, comprenant :
 - . 15 cellules cylindriques, de 15,2 m de diamètre et de 20,9 m de haut, d'une capacité de 3455 m³ chacune,

- 1 cellule cylindrique, de 15,2 m de diamètre et de 20,9 m de haut, d'une capacité de 3368 m³,
- 9 as de carreaux, de 19,6 m de haut, d'une capacité de 1555 m³ chacun,
- un ensemble de 21 cellules, dénommées RII dans la zone « semences gare », en béton armé, fermées, comprenant :
 - 20 cellules cylindriques de 13,1 m de haut d'une capacité de 322,33 m³ chacune,
 - 1 cellule métallique fermée de 44 m³,
- un ensemble de 10 cellules, dénommées RIII dans la zone « semences gare », en béton armé, fermées, comprenant :
 - 10 cellules cylindriques de 13,3 m de haut d'une capacité de 496,27 m³ chacune,
- un ensemble de 30 cellules rectangulaires métalliques fermées de 18 m de haut, stockage de semences avant « fabrication », d'un total de 8 190 m³, comprenant :
 - 21 cellules de 333 m³ chacune,
 - 9 cellules de 133 m³ chacune,
 - 9 boisseaux : 3 pour la poussière de 64 m³, 4 pour les écarts de triage de 122 m³, 2 pour l'expédition de produits vrac de 122 m³,
 - deux tours de manutention, dont une d'une hauteur de 46 m,
 - des installations de fabrication des semences (nettoyage, calibrage, triage, traitement, conditionnement) directement connectés à la manutention du silo,
- un ensemble de 10 cellules dénommées « réception de matières premières » dans la zone « UAB – Unité d'Aliment pour Bétail », en béton armé, fermées :
 - 10 cellules cylindriques, de 6 m de diamètre et de 14 m de haut, d'une capacité de 348,58 m³ chacune.

Chaque ensemble de stockage est lié à minima à :

- des fosses de réception en vrac sous auvent,
- un ensemble de manutention (transporteurs à chaîne ou à bande, des élévateurs),
- une tour de manutention,
- selon les spécificités, divers équipements tel que trieurs alvéolaires, mélangeuses, tables densimétriques,
- un circuit d'aspiration nettoyeurs séparateur,
- un circuit d'aspiration centralisé.

2° : Un ensemble de séchoirs des grains et d'installation de combustion fonctionnant au gaz de ville et représentant une puissance thermique nominale de 38,265 MW :

Séchoirs de céréales représentant une puissance thermique nominale de 35,125 MW :

- 2 séchoirs de marque ROULIN de 3,578 MW chacun,
- 2 séchoirs de marque COMINOR de 3,578 MW chacun,
- 1 séchoir containers de 0,755 MW,
- 3 séchoirs à bennes de 2*1,850 MW et de 1*1,085 MW,
- 4 séchoirs « case maïs réception R2 et R2bis » de : 1*1,778 MW + 1*1,838 MW + 1*1,694 MW + 1*1,664 MW,
- 4 séchoirs « case maïs réception R3 » de : 1*2,107 MW + 1*2,178 MW + 1*1,981 MW + 1*2,031 MW.

Les séchoirs ROULIN et COMINOR comportent chacun 2 brûleurs.

Les séchoirs ROULIN fonctionnent en air recyclé.

Les séchoirs COMINOR ne comportent pas de dispositif de recyclage de l'air chaud.

Les séchoirs ROULIN et COMINOR sont équipés d'un ensemble de manutention (transporteurs à chaînes) et de manipulation des céréales.

Chaudières représentant une puissance thermique maximale de 3,14 MW :

- 1 chaudière Loos de 2,1 MW,
- 1 chaudière Guillot de 0,920 MW,
- 1 chaudière Parent de 0,120 MW.

3 : Zone de conditionnement et de stockage d'engrais solides comprenant :

- une capacité totale de stockage d'engrais relevant de la rubrique ICPE n°4702-II et 4702-III (vrac et conditionnées) pouvant atteindre 1250 t, dont seulement 1150 tonnes maximum d'engrais relevant de la rubrique ICPE n°4702-II et 50 tonnes maximum d'engrais relevant de la rubrique ICPE n° 4702-III,
- **un bâtiment** qui comprend :
 - une zone de stockage d'engrais en vrac dans 15 cases béton pouvant contenir jusqu'à 600 t chacune selon la densité maximale des produits entreposés,
 - une zone de stockage d'engrais conditionnés,
 - une fosse de réception vrac en béton, extérieure au bâtiment et placée sous auvent,

- . un ensemble de manutention (bandes transporteuse),
- . une unité pneumatique de conditionnement en sac et/ou big-bags,
- . un local utilisé pour le stockage des emballages de conditionnement et pour le stationnement des chariots de manutention,

- **une zone extérieure** de stockage d'engrais conditionnées pouvant atteindre jusqu'à 3000 tonnes d'engrais. Les engrais sont stockés par catégories,

- . un emplacement à l'**air libre** sur aire goudronnée (bétonnée, si réfection) pour les engrais relevant de la rubrique ICPE n°4702-II et n°4702-III,
- . un emplacement à l'**air libre** sur aire goudronnée pour les engrais relevant de la rubrique ICPE n°4702-IV,
- . un emplacement à l'**air libre** sur aire goudronnée pour les engrais ne relevant pas de la rubrique ICPE n°4702.

4° : Zone de stockage des produits agro-pharmaceutiques emballés centralisés à l'UAB et dans un local dédié au magasin agricole comprenant :

- un magasin de vente de produits agricoles mis à disposition des agriculteurs adhérents de la coopérative,
- le magasin agricole comprend un stockage de produits agro-pharmaceutiques et un stockage de produits de nutrition animale et de semences.

5°: Une unité de stockage de matières premières, de production d'aliments pour bétail et de stockage

d'une capacité globale de production de 76 000 t/an (capacité maximale journalière de 414 t/jour), composée des éléments ci-après :

- un ensemble de stockages de matières premières comprenant :
 - . 2 fosses de réception placées sous auvent,
 - . 1 tour de travail associée aux boisseaux métalliques,
 - . 1 tour de travail associée aux cellules en béton,
- un ensemble de production comprenant :
 - . un atelier de production d'aliments courants,
 - . un atelier d'extrusion de soja,
 - . un atelier de floconnage de graines diverses,
 - . des trémies de stockage intermédiaires,
 - . des broyeurs avec aspiration,
 - . des bascules de circuit,
 - . des mélangeuses,
 - . des presses,
 - . des refroidisseurs,
- un ensemble de stockages de produits finis et d'expédition comprenant :
 - . un système d'ensachage et un hall de stockage de produits en sacs,
 - . 3 postes de chargement vrac pour camions.

6°: Un ensemble de triage/traitement/calibrage/entreposage de semences comprenant :

- 4 bâtiments représentant un volume de stockage de 228 141 m³ :

. 1 bâtiment réception RI et RII

- réception du maïs en épis,
- un ensemble de manutention,
- un nettoyeur séparateur,
- un système centralisé de dépoussiérage
- triage,
- égrenage,
- stockage des semences brutes en Silos dans RI,
- stockage des semences en containers métallique dans RII,**

. 1 bâtiment maïs réception RIII

- réception du maïs en épis,
- un ensemble de manutention,
- un nettoyeur séparateur,
- un système centralisé de dépoussiérage
- triage manuel sur table/effeuillage,
- égrenage,
- stockage des semences brutes en Silos,

. 1 bâtiment maïs gare

- 1 zone de réception R4 comprenant :
 - réception des graines,
 - un ensemble de manutention,
 - deux lignes de nettoyage-séparateur-dépoussiérage/triage/calibrage des semences directement connectées à la manutention du silo de stockage de semences brutes de 8 190 m³,
 - stockage de semences en containers,
 - trois lignes de traitement et de conditionnement des semences, dont une pour le sorgho et une pour le conditionnement en grande série,
 - . un local spécifique pour le stockage et la préparation des produits phytosanitaire de traitement des semences : 27 cubitainers de 1 m³ soit un total de 27 m³ (tous produits, classés et non classés) et représentant une quantité équivalente 30 t de produits (densité moyenne de 1,11 kg/l).
- . *Cellule n° 1 : 2403 m² et d'une hauteur de 7 m :*
 - stockage en masse de semences conditionnées en containers, en sacs et/ou big-bags.
- . *Cellule n° 2 : 988 m² et d'une hauteur de 8,8 m :*
 - stockage en masse de semences conditionnées en containers, en sacs et/ou big-bags.
- . *Cellule n° 3 : 2926 m² et d'une hauteur de 10,8 m :*
 - stockage en rack de containers, de semences conditionnées en sacs et/ou big-bags,
 - une zone de préparation des commandes,
 - trois quais d'expédition.

Organisation du stockage des semences conditionnées (containers métalliques / sacs / big-bags) :

[illegible]

Cellule n° 1	Surface : 2403 m ² Hauteur : 7 m	Volume de la palette MIX 1 : 2,4 m ³ (1,2x1,1x1,8(h)) Hauteur maximale de stockage : 3 m	En masse : 4 îlots (38 m x 10,5 m) Largeur des allées : 4 m	Palette ARTERRIS MIX 1
Cellule n° 2	Surface : 988 m ² Hauteur : 8,8 m	Volume de la palette MIX 1 : 2,4 m ³ (1,2x1,1x1,8(h)) Hauteur maximale de stockage : 3 m	En masse : 2 îlots (38 m x 10 m) Largeur des allées : 4 m	Palette ARTERRIS MIX 1
Cellule n° 3	Surface : 2926 m ² Hauteur : 10,8 m	Volume de la palette MIX 2 : 1,9 m ³ (1,1x1,0x1,7(h)) 4 niveaux de racks	En racks dans le sens de la longueur : 5 double racks (52 m x 2,6 m) 2 racks simples (52 m x 1,3 m) Largeur entre racks : 3,7m	Palette ARTERRIS MIX 2

Une activité de semences potagères :

- 1 bâtiment frigorifique de 9 323 m³,
- un atelier de production de semences de cucurbitacées implanté sous auvent.

7° : Un ensemble de stockages enterrés d'hydrocarbures liquides, composé des éléments ci-après :

- une station de distribution de carburants comprenant :
 - . 1 cuve enterrée de 60 m³ comprenant deux compartiments (gazole et gazole non routier),
 - . 2 postes de distribution.

8° : Des installations diverses composées des éléments ci-après :

- une zone dédiée à l'emplacement de 2 bennes pour la collecte de déchets plastiques,
- une zone dédiée à la collecte de produits phytosanitaires non utilisés,
- une zone dédiée au stockage d'emballages et déchets plastiques mis en balles avant expédition,
- un atelier d'entretien mécanique/électrique et de matériel d'irrigation,
- des installations de compression d'air et de réfrigération. »

L'article 4.3.12 est remplacé par :

« ARTICLE 4.3.12 VALEURS LIMITE D'ÉMISSION DES EAUX EXCLUSIVEMENT PLUVIALES

Le bassin versant sur lequel est implantée l'activité de fabrication de semences comprend un bassin de rétention de 1030 m³ destiné à collecter les eaux de pluies exemptes de pollution et à les rejeter de manière progressive. Ce bassin est muni d'un débit de fuite maximal avant rejet dans le réseau communal de 7,954 litres par seconde, côté *Chemin du Président*.

L'exploitant est tenu de respecter les eaux pluviales rejetées dans les milieux récepteurs considérés (réseau communal pluvial aboutissant au Tréboul et ruisseau de Cunac), sur effluent brut non décanté et non filtré, en moyenne sur 24 heures, les valeurs limites suivantes :

- 6,5 < pH (NFT 90 008) < 8,5,
- température < 30°C,
- MEST (NFT 90 105) < 35 mg/l ou MEST < 100 mg/l si le flux est < 15 kg/j,
- DCO (NFT 90 101) < 125 mg/l ou DCO < 300 mg/l si le flux est < 100 kg/j,
- DBO5 (NFT 90 103) < 30 mg/l ou DBO5 < 100 mg/l si le flux est < 30 kg/j,
- Hydrocarbures totaux (NFT 90 114) < 5 mg/l.

Ces valeurs limites sont respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne dépasse le double des valeurs limites de concentration. »

L'article 7.1.6 est remplacé par :

« ARTICLE 7.1.6 ÉTUDE DE DANGERS

Il est donné acte à l'exploitant de la mise à jour de l'étude de dangers pour l'exploitation de son complexe céréalier qu'il exploite sur le territoire de la commune de CASTELNAUDARY (étude de dangers complétée version C4, affaire 5044862A et 51274881, en date du 14 avril 2014 **ainsi que du porté à connaissance, affaire 53159657, en date du 6 mars 2020**).

En particulier, l'exploitant met en place et entretient les mesures de maîtrise des risques avec des niveaux de confiance tels que décrits dans **ces études**.

L'exploitant garantit, dans toutes les circonstances, par le respect des conditions d'exploitation décrites dans son étude de dangers **et son porté à connaissance**, que les installations ne sont pas à l'origine de phénomènes dangereux, dont l'intensité des effets, et les probabilités d'occurrence sont supérieures à celles exposées dans **les documents précités**.

Toute modification des conditions d'exploiter par rapport à celles présentées dans **ces documents** doit être portée à la connaissance du préfet de l'Aude dans les formes prévues à l'article **R.181-46** du Code de l'environnement. »

L'article 7.2.2.3 est remplacé par :

« Article 7.2.2.3 Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site

Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie « engins » de plus de 100 mètres linéaires dispose d'au moins deux aires dites de croisement, judicieusement positionnées, dont les caractéristiques sont :

- largeur utile minimale de 3 mètres en plus de la voie engin,
- longueur minimale de 10 mètres,
- présentant a minima les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie « engins ».

Un passage de 4 m de large et de 3,5 m de hauteur sous les boisseaux accolés au silo semences brutes est maintenu libre en dehors des périodes de chargement. »

Le premier paragraphe de l'article 7.2.4 est remplacé par :

« ARTICLE 7.2.4 MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 ;
- de **13** bouches d'incendie dont :
 - 2 situées aux deux extrémités du magasin de stockage d'engrais ;
 - 1 située à moins de 100 m du bâtiment de stockage de produits agropharmaceutiques ;
 - 1 située contre le bâtiment semences maïs RI ;
 - 1 **située à proximité de la jonction des cellules n° 1 et 3, de l'autre côté de la voie afin de l'éloigner des façades de ces cellules ;**
 - 1 **situé à proximité de la cellule n° 3 ;**
 - 1 **situé dans la cours en impasse hors flux thermiques des cellules 1-2 ;**
- d'une réserve d'eau de 240 m³ associée à un poteau d'aspiration positionnée à l'extérieur des flux thermiques des cellules n° 1-2-3, au plus près des limites du site et orientée Sud/Nord (aire d'aspiration au Nord / réserve incendie au Sud) ;
- le réseau incendie doit permettre à minima de fournir 240 m³/h pendant 2 heures dont 1/3 à partir de réseau sous pression ;

- les hydrants sont distants entre eux de 150 m maximum et sont localisés à moins de 100 m des entrées de chacune des cellules 1, 2 et 3 (distances mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) ;
- d'extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement à l'intérieur des locaux et à proximité des dégagements, bien visibles et toujours accessibles, et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- pour chaque îlot de distribution de carburant, d'un extincteur homologué 233 B ;
- de robinets d'incendie armés, dont au minimum deux répartis autour du magasin de stockage d'engrais et situés à proximité des issues, disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées ;
- d'au moins une lance auto-propulsive permettant d'introduire l'eau à l'intérieur des tas d'engrais ;
- **au moins une colonne sèche conforme aux normes en vigueur dans la tour de manutention des semences et permettant d'atteindre le point le plus haut des silos. »**

Le chapitre 7.6 est remplacé par le nouveau chapitre 7.6 suivant :

« CHAPITRE 7.6 DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES

ARTICLE 7.6.1

SANS OBJET.

Article 7.6.1.1

SANS OBJET.

ARTICLE 7.6.2 DISPOSITIONS D'URGENCE

Article 7.6.2.1 Procédures d'intervention

Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours. Elles doivent notamment comporter :

le plan des installations avec indication :

- des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître,
- les mesures de protection,
- les moyens de lutte contre l'incendie,
- les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours ;

les stratégies d'intervention en cas de sinistre comprenant notamment :

- le schéma d'alerte décrivant les actions à mener, à compter de la détection d'un phénomène dangereux (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes),
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation en périodes ouvrées,
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées,
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement,
- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques,
- la procédure d'inertage de silos,
- la procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement dans les silos.

Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

Article 7.6.2.2

SANS OBJET.

Article 7.6.2.3

SANS OBJET. »

ARTICLE 2 Nouveaux chapitres à l'arrêté préfectoral n° 2015040-0002 du 12 février 2015

Les chapitres 8.5 à 8.7 sont créés comme suit :

CHAPITRE 8.5 ENTREPÔT DES SEMENCES CONDITIONNÉES (CELLULES n° 1, n° 2 et n° 3)

ARTICLE 8.5.1 DISPOSITIONS APPLICABLES

Les dispositions spécifiques du présent chapitre s'appliquent en compléments des dispositions générales du présent arrêté.

Les dispositions de l'arrêté du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement s'appliquent sans dérogation.

ARTICLE 8.5.2 CELLULE N° 1

Article 8.5.2.1 Compartimentage de la cellule n° 1

La liaison de la cellule n° 1 avec le bâtiment semences gare et la cellule n°3 se fait via des parois séparatives coupe-feu REI 120. Les ouvertures réalisées dans ces parois sont EI2 120 C (classe de durabilité C2).

Ces parois sont prolongées latéralement aux murs extérieurs sur une largeur d'au moins de 0,5 mètre de part et d'autre ou de 0,50 mètre en saillie de la façade dans la continuité de la paroi.

Ces parois dépassent d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement.

La toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux A2 s1 d1 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d1.

Article 8.5.2.2 Rétention

La rétention d'eaux d'extinction est obtenue par des longrines extérieures étanches de 20 cm hauteur et une rehausse étanche des passages de 10 cm. Le volume de rétention minimal de la cellule n° 1 est de 480 m³.

ARTICLE 8.5.3 CELLULE N° 2

Article 8.5.3.1 Compartimentage de la cellule n° 2

La cellule n° 2 est séparée des cellules n° 1 et n° 3 par des murs coupe-feu REI 120 ainsi que les ouvertures réalisées dans ces murs qui sont EI2 120 C (classe de durabilité C2).

Ces murs sont prolongés latéralement aux murs extérieurs sur une largeur d'au moins de 0,5 mètre de part et d'autre ou de 0,5 mètre en saillie de la façade dans la continuité de la paroi.

Ces murs dépassent d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement.

La toiture est recouverte, de part et d'autre de ces murs, d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux A2 s1 d1 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d1.

Article 8.5.3.2 Rétention

La rétention d'eaux d'extinction est obtenue par des longrines extérieures étanches de 20 cm hauteur et une rehausse étanche des passages de 10 cm. Le volume de rétention minimal de la cellule n° 2 est de 180 m³.

ARTICLE 8.5.4 CELLULE N° 3

Article 8.5.4.1 Rétention

La rétention d'eaux d'extinction est obtenue par des longrines extérieures étanches de 20 cm hauteur et une rehausse étanche des passages de 10 cm. Le volume de rétention minimal de la cellule n° 3 est de 480 m³.

Les quais de chargement forment une rétention supplémentaire de 190 m³. Le point bas des quais de chargement est équipé d'une vanne barrage actionnée automatiquement par le système de détection incendie présent dans chacune des trois cellules ainsi que celle présente dans le bâtiment semences gare.

Article 8.5.5 Local de stockage et de préparation de produits phytosanitaires

Le local de stockage et de préparation de produits phytosanitaires respectent l'ensemble des prescriptions des arrêtés du 13/07/98 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4120, 4130, 4140, 4150, 4738, 4739 ou 4740 et du 23/12/98 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510, 4741 ou 4745, sans dérogation.

Les murs de ce local qui jouxte la cellule 1, sont notamment coupe-feu REI 120. Les ouvertures réalisées dans ces murs sont EI2 120 C.

Le sol du local de stockage et de préparation de produits phytosanitaires pour le traitement des semences avant conditionnement doit être étanche, interne vis-à-vis des produits, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage, les eaux d'extinction et les produits répandus accidentellement ; pour cela un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Le volume d'eau considéré pour lutter contre un incendie est au moins égal à 5 m³ par tonne de produit stocké lorsqu'il n'existe pas d'installations fixes d'extinction.

CHAPITRE 8.6 Silo de stockage de semences brutes de 8190 m³

ARTICLE 8.6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les dispositions spécifiques du présent chapitre s'appliquent en compléments des dispositions générales du présent arrêté.

Les dispositions de l'arrêté du 26/11/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2160-2a de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement s'appliquent sans dérogation, à l'exception de son article 14.

CHAPITRE 8.7 Séchoirs

ARTICLE 8.7.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

En complément des dispositions de l'arrêté du 22 octobre 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, les dispositions figurant dans l'arrêté du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement s'appliquent également aux séchoirs.

ARTICLE 3 Suppression d'articles de l'arrêté préfectoral n° 2015040-0002 du 12 février 2015

Les dispositions des articles de l'arrêté préfectoral DREAL-UID11-2018-058 du 15 novembre 2018 suivant sont supprimées :

- article 7.2.1.1
- article 7.2.1.2
- article 7.2.3.1
- article 7.2.4.1
- article 7.3.4.1
- article 7.4.1.1

ARTICLE 4 Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal Administratif de Montpellier :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision,

2° par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

ARTICLE 5 Affichage et communication des conditions d'autorisation

En vue de l'information des tiers :

1° une copie du présent arrêté est déposée auprès de la mairie de Castelnaudary et peut y être consultée ;

2° un extrait de cet arrêté est affiché dans la mairie de Castelnaudary pendant une durée minimum d'un mois ; un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de l'Aude pendant une durée minimale d'un mois.

ARTICLE 6 Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aude, l'inspection des installations classées, le maire de CASTELNAUDARY, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont un avis est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aude et dont une copie sera notifiée administrativement à la société ARTERRIS dont le siège social est situé à Loudes - 11451 CASTELNAUDARY Cedex.

Carcassonne, le

29 JUL. 2020

La préfète



Sophie ÉLIZÉON